



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 114/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RSE/SPM/SPM/2026 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN
CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET D'ACCELERATION DE LA
TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATNUC).

DATE : 07 OCT 2026

FINANCEMENT : IDA 69870-CM

1. Contexte et Justificatif

Le Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) résulte d'un accord entre le Gouvernement du Cameroun et la Banque mondiale. Il a pour principal objectif de renforcer l'inclusion numérique et l'utilisation des solutions agricoles numériques par certains acteurs des chaînes de valeur agricoles cibles. De manière spécifique, le PATNUC vise : la mise en place de nouveaux cadres institutionnels, juridiques et réglementaires propices à la croissance du secteur numérique et au renforcement de la confiance numérique ; le déploiement des infrastructures d'accès numérique dans les localités moins desservies au Cameroun ; la connectivité numérique des entités publiques ; la création des plateformes numériques et l'acquisition des équipements pertinents pour un développement sécurisé et résilient des services numériques au Cameroun ; l'amélioration des compétences numériques des citoyens ; la promotion du développement d'applications et des services numériques en vue d'accroître la portée et l'utilisation des services numériques pour stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat au Cameroun. Par ailleurs, le projet se concentre sur la stimulation du marché local en facilitant l'accès à internet et l'utilisation intégrée des TIC dans le tissu du développement économique du pays. Bien plus, le PATNUC incarne la vision de la transformation numérique tout en ciblant le secteur agropastoral, hautement stratégique pour le Cameroun.

Le PATNUC bénéficie d'un financement de 83,3 millions¹ USD de l'Association Internationale de Développement (IDA). Mis en vigueur le 01 février 2023 pour une durée de 4 ans, le projet cible plusieurs catégories de bénéficiaires. Parmi lesquelles 35 000 bénéficiaires directs de bons d'achat électroniques, 337 500 utilisateurs d'internet haut débit dans les zones cibles, 45 000 utilisateurs de solutions agro technologiques numériques fournies par des entrepreneurs spécialisés dans les technologies agricoles, etc.

Pour atteindre ses objectifs, le Projet est structuré autour de 4 composantes : (i) Stratégie, politique publique et réglementation numérique pour l'inclusion et la transformation numérique ; (ii) connectivité et inclusion numériques ; (iii) facilitation de l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole ; et (iv) gestion du projet et l'engagement citoyen.

Depuis la mise en vigueur du projet, l'Unité de Gestion du Projet (UGP) a entamé la l'implémentation des différentes activités prévues dans l'accord de financement du projet. Le progrès vers la réalisation de

¹ Montant arrêté après la restructuration du projet réalisé en mars 2025.

l'objectif de développement du projet (ODP) est mesuré à travers les indicateurs de résultats de l'ODP et les indicateurs de résultats intermédiaires.

Conformément au processus de mise en œuvre du projet et dans le cadre de sa politique de redevabilité et de gestion axée sur les résultats, une évaluation finale indépendante doit être réalisée par le gouvernement afin d'évaluer le niveau d'atteinte des résultats du projet et les changements induits par celui-ci. Cette évaluation permettra d'analyser les résultats du projet dans son ensemble (incluant les composantes), d'examiner leur pertinence et les effets sur les bénéficiaires, de déterminer dans quelle mesure la théorie du changement du projet reste valide et de tirer les enseignements des actions menées et des résultats obtenus. À cet effet, le consultant s'appuiera sur la théorie du changement du PATNUC, telle que définie dans le Document d'Évaluation du Projet (PAD), en tant que fil conducteur analytique de l'ensemble de la mission. En phase de cadrage, il reconstituera et validera cette théorie du changement sur la base des données disponibles, et s'y référera explicitement dans son analyse causale des résultats pour distinguer ce qui a fonctionné, ce qui n'a pas fonctionné, et pourquoi.

Un ensemble de documents cadre environnementaux et sociaux et de gestion des risques sécuritaires ont été élaborés, un plan d'engagement environnemental et social a été élaboré et qui prescrivaient un ensemble d'activités à mettre en œuvre sur les aspects environnementaux et sociaux. Au terme du projet il est nécessaire d'évaluer la mise en œuvre de tous ces outils, les non conformités constatées et les mesures correctives mises en place pour les corriger dans le cadre d'un plan de mise en œuvre des mesures correctives.

En outre, l'évaluation permettra de fournir les éléments nécessaires mettant en exergue la contribution du projet aux efforts d'amélioration de l'inclusion numérique d'une part, et d'autre part de formuler des recommandations stratégiques et les leçons apprises de la mise en œuvre du projet à partager avec toutes les parties prenantes, notamment : le Gouvernement, la Banque mondiale, les bénéficiaires. Cette évaluation gouvernementale est distincte et complémentaire de celle que la Banque mondiale réalisera de son côté au moyen de son Implementation Completion and Results Report (ICR).

Rendu presque au terme de la période de mise en œuvre du projet, il est envisagé le recrutement d'un consultant indépendant devant procéder à la réalisation de l'évaluation finale du PATNUC.

2. Portée et Objectifs de la mission

L'évaluation suivra le cadre et les principes d'évaluation du CAD de l'OCDE, en intégrant de manière transversale les dimensions de genre, d'inclusion sociale et de respect des droits des peuples autochtones tout au long de l'analyse. Les recommandations issues de l'évaluation doivent fournir des orientations claires aux parties prenantes sur les leçons tirées de la mise en œuvre du PATNUC et sur les propositions d'amélioration pour la conception et la mise en œuvre à l'avenir de projets de même nature dans le secteur numérique. Cette évaluation finale prendra en compte toutes les activités programmées dans le PAD sur l'ensemble de la période de mise en œuvre du projet.

2.1 OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global de la mission d'évaluation finale est d'apprécier les résultats de la mise en œuvre du projet dans ses quatre composantes, afin de fournir aux acteurs clés les informations sur les progrès réalisés, d'évaluer l'atteinte des résultats par rapport aux ODP définis dans le PAD, d'identifier les facteurs de succès

et d'échecs et de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles pour les politiques et programmes futurs dans le domaine du développement numérique au Cameroun

Du point de vue environnemental et social l'objectif global de la mission d'évaluation finale est d'évaluer le niveau de conformité environnementale et sociale du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun et d'améliorer la performance environnementale et sociale de l'exécution de ses activités par l'identification des écarts aux mesures, normes et bonnes pratiques en vue de proposer des mesures correctives dans la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale et des processus d'accès au site pour la pose des pylônes dans le cadre de la connectivité rurale et des appuis apportés par le projet dans le cadre des subventions par bons électroniques conformément aux textes en vigueur et aux exigences du cadre environnemental et social de la Banque mondiale.

2.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Mesurer le niveau d'atteinte de chaque indicateur du cadre des résultats par rapport aux valeurs cibles fixées dans le PAD, en expliquant les écarts positifs et négatifs observés ;
- Apprécier la mobilisation et l'implication des parties prenantes et les bénéficiaires directs et indirects tout au long du cycle du projet, en portant une attention particulière à la participation des femmes, des jeunes et des populations rurales ;
- Montrer dans quelle mesure la formulation du projet ainsi que l'approche utilisée ont été pertinentes pour répondre aux objectifs de développement du projet, et si cette pertinence a été maintenue au cours de la mise en œuvre face aux évolutions du contexte numérique camerounais ;
- Evaluer le dispositif global de pilotage et de suivi institutionnel de mise en œuvre du projet à travers les différents organes prévus dans le document du projet, en appréciant notamment la capacité de l'UGP à gérer les risques et à adapter la mise en œuvre face aux contraintes imprévues ;
- Analyser l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre du projet par composante, en identifiant les facteurs explicatifs des écarts entre les résultats prévus et les résultats obtenus ;
- Apprécier la durabilité des résultats atteints (renforcement institutionnel, appropriation du changement par les bénéficiaires, viabilité financière et technique des infrastructures et systèmes numériques déployés après la clôture du projet) ;
- Evaluer les effets différenciés du projet selon le genre et la prise compte des droits et intérêts des peuples autochtones dans la mise en œuvre du projet, en s'appuyant sur les données désagrégées ;
- Apprécier les effets du projet sur les bénéficiaires et sur l'écosystème du numérique au Cameroun, en distinguant les changements directement attribuables au projet de ceux résultant d'autres facteurs contextuels ;
- Identifier les défis opérationnels rencontrés et les leçons tirées de la mise en œuvre et de la gestion du projet, exploitables pour de futures interventions similaires dans le secteur numérique ;
- Formuler les recommandations stratégiques et opérationnelles hiérarchisées par ordre de priorité et de faisabilité, adressées aux acteurs concernés (Gouvernement, UGP, Banque mondiale) pour les projets et interventions similaires futurs ;

Du point de vue environnemental, les objectifs spécifiques de la mission se présentent comme suit :

- Points clés du cadre normatif et réglementaire (environnemental, sécuritaire, social) qui ont été respectés ou non ;

- Aspects environnementaux significatifs des travaux qui ont été peu ou pas bien perçus lors des
- Évaluer la prise en compte les aspects de résilience, de vulnérabilité, de changement climatique ainsi que la prise en compte des aspects de télécommunications dans la finalisation et la mise en œuvre des plans d'intervention en cas d'incident et leur rôle dans le relèvement des catastrophes ;
- Évaluer l'efficacité et l'effectivité des mesures du PGES des travaux de réhabilitation du COUSA et ceux découlant de la connectivité rurale ;
- Vérifier le processus d'accès aux sites pour location dans le cadre de l'installation des pylônes, le niveau de satisfaction des concernés ainsi que l'existence des autres ayant droits potentiels ayant été lésés au cours du processus ;
- Évaluer le niveau d'information/communication donnée aux personnes ayant cédés leur site pour location, ainsi que le fonctionnement du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) mis en place ;
- Évaluer les risques sur la santé et la sécurité des employés et des communautés riveraines dans le cadre des travaux de réhabilitation du COUSA ainsi que ceux de la connectivité rurale ;
- Décrire les procédures internes mises en place pour lutter contre la pollution (gestion des nuisances et des accidents issus des activités), les dégradations, les risques à court moyen et long terme, les externalités socioéconomiques découlant des activités de subventions par bons électroniques ;
- Identifier et décrire les cas de non-conformité au cadre environnemental et social de la Banque mondiale, les instruments internationaux ratifiés par l'état Camerounais et la politique nationale de l'environnement, aux normes et bonnes pratiques internationalement reconnues ;
- Décrire les impacts environnementaux déjà visibles du fait des pratiques non conformes ainsi que les risques économiques et juridiques encourus ;
- Établir le niveau de performance environnementale et sociale et faire une analyse détaillée des cas de non-conformités environnementales et sociales vis-à-vis de l'ensemble des textes applicables, et ;
- Proposer des mesures correctives aux non-conformités environnementales et sociales relevées, assorties d'un Plan d'Actions de mise en œuvre.

3. Livrables attendus

Dans le cadre de cette mission, le consultant devra fournir les trois livrables suivants, dont le contenu minimum est précisé ci-dessous :

- 1) **Rapport de cadrage (Inception Report)** : Présentant au minimum : (i) une note de compréhension de la mission ; (ii) la note méthodologique détaillée et la méthodologie d'échantillonnage justifiée ; (iii) les outils de collecte de données finalisés (guides KII, questionnaires, grilles FGD) ; (iv) la matrice d'évaluation révisée (questions, critères, indicateurs, sources, méthodes) ; (v) le chronogramme détaillé de la mission ; (vi) la liste nominative des personnes et institutions à rencontrer ; (vii) une note sur les risques méthodologiques identifiés et les mesures d'atténuation proposées (Fourni dans les 14 jours ouvrables après le début de la mission). Volume indicatif : 20 à 30 pages hors annexes.
- 2) **Rapport provisoire d'évaluation** : Document complet intégrant au minimum : (i) un résumé exécutif de 3 à 5 pages ; (ii) la présentation du contexte et de la méthodologie appliquée ; (iii) l'analyse détaillée par critère CAD/OCDE avec données et arguments à l'appui ; (iv) les conclusions par composante et au niveau de l'ODP ; (v) les recommandations hiérarchisées par ordre de priorité et

de faisabilité, adressées aux acteurs concernés (Gouvernement, UGP, Banque mondiale) ; (vi) les experts attendus du Cabinet/Bureau d'étude ; (vii) les commentaires formulés par les parties prenantes et à la Banque mondiale pour commentaires avant l'organisation de l'atelier de restitution. Volume indicatif : 60 à 80 pages hors annexes.

- 3) **Rapport final d'évaluation** : Intégrant l'ensemble des commentaires formulés par les parties prenantes à l'issue de l'atelier de restitution. Le consultant joindra au rapport final un tableau de suivi des commentaires indiquant pour chaque observation : la nature du commentaire, la réponse du consultant et la page du rapport final où la modification a été apportée. Le rapport final sera soumis en versions électronique et physique

4. Profil du consultant

La mission sera confiée à un consultant (Firme) justifiant d'une expertise avérée en évaluation de projet de développement, de renforcement des capacités institutionnelles et dans la réalisation des études d'impacts environnementaux, des audits environnementaux des projets. Il devrait en outre disposer des références dans les domaines de l'économie numérique, de l'agriculture et de l'élevage au Cameroun.

Les Experts attendus du Cabinet/Bureau d'étude

Un Chef de mission : spécialiste en évaluation des projets

Formation :

- Diplôme de BAC+5 en économie, statistiques, agronomie, télécommunications ou domaine équivalent.

Expérience :

- Au moins 10 ans d'expérience pratique dans le domaine de la gestion, le suivi et l'évaluation des projets/programmes de développement ;
- Au moins 5 ans d'expériences avérées de consultance en appui à la mise en place de dispositifs de suivi et d'évaluation de projets de développement ;
- Au moins 5 ans d'expérience en appui institutionnel et évaluation organisationnelle ;
- Avoir réalisé ou participé en tant qu'expert à au moins 3 missions similaires d'évaluation de projet (justifiées par des contrats, attestations de bonne exécution ou procès-verbal de réception) ;
- Justifier d'une expérience spécifique dans l'implication ou la mise en œuvre de projets de transformation numérique en Afrique subsaharienne ;

Compétences et connaissances spécifiques :

- Expertise avérée en évaluation de projets de développement et renforcement institutionnel ;
- Connaissances suffisantes sur le développement des secteurs du numérique, de l'agriculture et de l'élevage au Cameroun ;
- Justifier d'une bonne connaissance de l'environnement des TIC et de l'économie numérique ;
- Avoir une bonne compréhension de la méthodologie et des règles et réglementations des projets financés par la Banque mondiale ;
- Posséder des expériences professionnelles pertinentes dans l'analyse et l'intégration du genre dans les projets de développement ;
- Justifier d'une bonne connaissance de l'administration publique camerounaise ;

- Maîtrise d'outils d'analyse quantitative et qualitative (SPSS, STATA, R, ATLAS.ti ou équivalent), souhaitée.

Aptitudes personnelles :

- Faire preuve de leadership, de ténacité et de diplomatie dans l'obtention des informations ;
- Être capable de travailler en toute confidentialité, autonomie, discrétion et dans le respect de délai ;
- Être bilingue (français, anglais) serait un atout

Expert Environnementaliste

Formation :

- Diplôme de BAC+5 en environnement, agronomie, foresterie ou tout domaine équivalent.

Expérience :

- Au moins 10 ans d'expérience pratique dans la réalisation des études d'impacts environnementaux, de la réalisation des audits de conformité environnementale et sociale ;
- Avoir réalisé au-moins deux audits de conformité environnemental et sociale ;
- Avoir été impliqué dans au-moins une mission d'évaluation finale de projet ;
- Avoir réalisé au-moins une étude d'évaluation de la résilience et de la vulnérabilité des infrastructures et au-moins une expérience sur les aspects en lien avec le changement climatique.

Clause d'indépendance : Le consultant retenu ne devra avoir entretenu aucune relation de subordination ni de prestation de services directe avec l'UGP ou les structures d'exécution du PATNUC depuis l'entrée en vigueur du PATNUC en février 2023. Il devra signer une déclaration d'indépendance et d'absence de conflit d'intérêts lors de la signature du contrat.

5. Sélection du consultant et présentation des offres

Il est porté à l'attention des Consultants que les Cabinets / Bureau d'études seront sélectionnés selon la Méthode « Sélection Fondée sur la Qualification des Consultants » (SQC) telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de septembre 2025. Les langues de travail sont le français et l'anglais. Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 7.11 et 7.12 dudit Règlement, relatives aux règles de la Banque Mondiale en matière de conflits d'intérêts sont applicables. Les consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les doivent fournir les informations attestant qu'ils sont qualifiés pour exécuter la mission. Cette manifestation devra contenir :

- Une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Coordonnateur National du PATNUC ;
- La justification du statut juridique du consultant
- Le Curriculum vitae (CV) détaillé du personnel mobilisé ;
- Tout document permettant d'apprécier l'expérience du personnel mobilisé ;
- Les pièces justificatives (copies des marchés similaires, PV de réception ou attestation de services fait) permettant la vérification des critères de sélection tel que présenté ci-dessus.

NB : A qualifications proches, les offres avec plus de candidatures féminines seront préférées, tout comme l'aptitude pour les consultants d'exercer à la fois en français et en anglais.

6. Délai de dépôt des manifestations d'intérêts, adresse et obtention des informations complémentaires

Les dossiers doivent parvenir au plus tard 22 OCT 2026 à 16 heures :

- Soit par courriel à : elsiddik22@gmail.com avec copie à yannickpegui@yahoo.fr. L'offre doit être
{CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex : CANON_ASMI000_10112025.pdf) ;
- Soit déposés sous pli fermé en cinq (05) exemplaires (un original et quatre copies) à l'Unité de gestion du Projet, à la nouvelle route Bastos, derrière Tradex, bâtiment Ancien SNV. Tél. : +237 222 232 628. (Coordonnées géographiques : 3.88433, 11.51239) portant la mention :

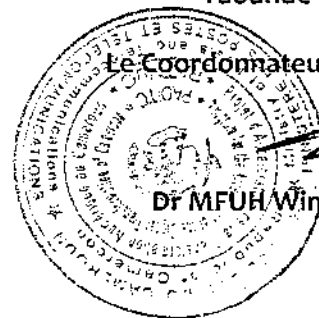
« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET

**N° 001/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RSE/SPM/SJPM/2026 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN
CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'EVALUATION FINALE DU PROJET D'ACCELERATION DE LA
TRANSFORMATION NUMERIQUE (PATNUC) ».**

Les termes de références de cette mission peuvent être retirés physique au niveau de l'Unité de Gestion du PATNUC, pendant les jours ouvrables entre 10h et 16h. Ils peuvent également être retirés en version numérique en adressant la demande par mail à l'adresse yannickpegui@yahoo.fr avec copie à elsiddik22@gmail.com.

Yaoundé le, 07 OCT 2026

Le Coordonnateur National du PATNUC



Dr MFUH Windfred FUAYE KENJI

Ampliations:

- PATNUC;
- ARMP;
- ARCHIVES;
- AFFICHAGE



Projet d'accélération de la transformation
numérique au Cameroun
Unité de gestion du projet

PATNUC

Project for the Acceleration of Digital
Transformation of Cameroon
Project Implementation Unit

NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No.

**004/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RSE/SPM/SPM/2026 RELATING TO THE RECRUITMENT OF A
CONSULTANT FOR CARRYING OUT THE FINAL EVALUATION OF THE DIGITAL TRANSFORMATION
ACCELERATION PROJECT (PATNUC).**

DATE: 07/01/2026

FUNDING: IDA 69870-CM

1. Context and Justification

The Cameroon Digital Transformation Acceleration Project (PATNUC) is the result of an agreement between the Government of Cameroon and the World Bank. Its main objective is to strengthen digital inclusion and the use of digital agricultural solutions by certain actors in targeted agricultural value chains. Specifically, PATNUC aims to: establish new institutional, legal, and regulatory frameworks conducive to the growth of the digital sector and the strengthening of digital trust; deploy digital access infrastructure in underserved areas of Cameroon; provide digital connectivity for public entities; create digital platforms and acquire the necessary equipment for the secure and resilient development of digital services in Cameroon; improve citizens' digital skills; and promote the development of digital applications and services to increase the reach and use of digital services to stimulate employment and entrepreneurship in Cameroon. Furthermore, the project focuses on stimulating the local market by facilitating internet access and the integrated use of ICTs within the country's economic development strategy. Moreover, PATNUC embodies the vision of digital transformation while targeting the agropastoral sector, which is highly strategic for Cameroon.

The PATNUC benefits from funding of 83.3 million USD from the International Development Association (IDA). Entering into force on February 1, 2023, for a period of 4 years, the project targets several categories of beneficiaries. These include 35,000 direct beneficiaries of electronic vouchers, 337,500 broadband internet users in the target areas, 45,000 users of digital agro-technological solutions provided by entrepreneurs specializing in agricultural technologies, etc.

To achieve its objectives, the Project is structured around 4 components: (i) Strategy, public policy and digital regulation for inclusion and digital transformation (ii) digital connectivity and inclusion; (iii) facilitating the implementation of data-driven digital solutions in the agricultural sector; and (iv) project management and citizen engagement.

Since the project's implementation, the Project Management Unit (PMU) has begun implementing the various activities outlined in the project's financing agreement. Progress toward achieving the project's development objective (PDO) is measured through PDO outcome indicators and intermediate outcome indicators.

²Amount determined after the restructuring of the project carried out in March 2025.

In accordance with the project implementation process and its accountability and results-based management policy, the government must conduct an independent final evaluation to assess the extent to which the project's results have been achieved and the changes it has brought about. This evaluation will analyze the project's overall results (including its components), examine their relevance and impact on beneficiaries, determine the continued validity of the project's theory of change, and draw lessons learned from the actions taken and the results achieved. To this end, the consultant will use the PATNUC theory of change, as defined in the Project Evaluation Document (PED), as the analytical framework for the entire assignment. During the scoping phase, the consultant will reconstruct and validate this theory of change based on available data and will explicitly refer to it in their causal analysis of the results to distinguish what worked, what did not, and why.

A set of environmental, social, and security risk management framework documents was developed, along with an environmental and social commitment plan outlining a series of activities to be implemented regarding environmental and social aspects. At the end of the project, it is necessary to evaluate the implementation of all these tools, identify any non-conformities, and assess the corrective measures implemented, all within the framework of a corrective action plan.

Furthermore, the evaluation will provide the necessary information highlighting the project's contribution to efforts to improve digital inclusion, and will also formulate strategic recommendations and lessons learned from project implementation to be shared with all stakeholders, including the Government, the World Bank, and beneficiaries. This government evaluation is separate from and complementary to the one the World Bank will conduct through its Implementation Completion and Results Report (ICR).

With the project implementation period nearing its end, plans are underway to recruit an independent consultant to carry out the final evaluation of the PATNUC.

2. Scope and Objectives of the Mission

The evaluation will follow the OECD DAC evaluation framework and principles, integrating gender, social inclusion, and respect for the rights of Indigenous Peoples throughout the analysis. The evaluation's recommendations should provide clear guidance to stakeholders on lessons learned from the implementation of the PATNUC and on proposed improvements for the design and implementation of similar projects in the digital sector in the future. This final evaluation will consider all activities planned in the PAD over the entire project implementation period.

2.1 OVERALL OBJECTIVE

The overall objective of the final evaluation mission is to assess the results of the implementation of the project in its four components, in order to provide key stakeholders with information on the progress made, to assess the achievement of results in relation to the SDGs defined in the PAD, to identify the factors of success and failure and to formulate strategic and operational recommendations for future policies and programs in the field of digital development in Cameroon.

From an environmental and social perspective, the overall objective of the final evaluation mission is to assess the level of environmental and social compliance of the Digital Transformation Acceleration Project in Cameroon and to improve the environmental and social performance of the execution of its activities by identifying gaps in measures, standards and good practices in order to propose corrective measures in the implementation of environmental and social management plans and site access processes for the installation of pylons in the context of rural connectivity and support provided by the project in the context of electronic

voucher subsidies in accordance with the texts in force and the requirements of the environmental and social framework of the World Bank

2.2 SPECIFIC OBJECTIVES

- Measure the level of achievement of each indicator in the results framework against the target values set in the PAD, explaining the positive and negative deviations observed;
- To appreciate the mobilization and involvement of stakeholders and direct and indirect beneficiaries throughout the project cycle, paying particular attention to the participation of women, youth and rural populations;
- To show to what extent the formulation of the project and the approach used were relevant to meeting the project's development objectives, and whether this relevance was maintained during implementation in the face of changes in the Cameroonian digital context;
- Evaluate the overall institutional steering and monitoring system for project implementation through the various bodies provided for in the project document, assessing in particular the capacity of the PMU to manage risks and adapt implementation in the face of unforeseen constraints;
- Analyze the effectiveness and efficiency of project implementation by component, identifying the factors explaining the discrepancies between planned and actual results;
- Assess the sustainability of the results achieved (institutional strengthening, ownership of change by beneficiaries, financial and technical viability of the digital infrastructures and systems deployed after the project's closure);
- Evaluate the differentiated effects of the project according to gender and the consideration of the rights and interests of indigenous peoples in the implementation of the project, based on disaggregated data;
- To assess the effects of the project on the beneficiaries and on the digital ecosystem in Cameroon, distinguishing the changes directly attributable to the project from those resulting from other contextual factors;
- Identify the operational challenges encountered and the lessons learned from the implementation and management of the project, which can be used for future similar interventions in the digital sector;
- Formulate strategic and operational recommendations, prioritized by order of importance and feasibility, addressed to the relevant stakeholders (Government, PMU, World Bank) for future similar projects and interventions;

From an environmental perspective, the specific objectives of the mission are as follows:

- Key points of the normative and regulatory framework (environmental, safety, social) that have been respected or not;
- Significant environmental aspects of the works that were poorly or not at all perceived during the works;
- Evaluate the consideration of resilience, vulnerability, climate change aspects as well as telecommunications aspects in the finalization and implementation of incident response plans and their role in disaster recovery;
- Evaluate the effectiveness and efficiency of the PGES measures for the COUSA rehabilitation works and those resulting from rural connectivity;

- Check the site access process for rental purposes in the context of pylon installation, the level of satisfaction of those concerned, and the existence of other potential rights holders who were harmed during the process;
- Evaluate the level of information/communication given to people who have given up their site for rent, as well as the functioning of the Complaints Management Mechanism (CMM) put in place;
- Assess the health and safety risks to employees and surrounding communities in the context of the COUSA rehabilitation work as well as those of rural connectivity;
- Describe the internal procedures put in place to combat pollution (management of nuisances and accidents arising from activities), degradation, short-, medium- and long-term risks, and socio-economic externalities arising from electronic voucher subsidy activities;
- Identify and describe cases of non-compliance with the World Bank's environmental and social framework, international instruments ratified by the Cameroonian state and national environmental policy, and with internationally recognized standards and good practices;
- Describe the environmental impacts already visible due to non-compliant practices, as well as the economic and legal risks incurred;
- Establish the level of environmental and social performance and conduct a detailed analysis of cases of environmental and social non-compliance with all applicable regulations, and;
- Propose corrective measures for the identified environmental and social non-conformities, accompanied by an Implementation Action Plan.

3. Expected Deliverables

As part of this assignment, the consultant will be required to provide the following three deliverables, the minimum content of which is specified below:

- 1) **Scoping Report (Inception Report):** The report must include at least: (i) a statement of understanding of the mission; (ii) a detailed methodological note and a justified sampling methodology; (iii) the finalized data collection tools (KII guides, questionnaires, FGD grids); (iv) the revised evaluation matrix (questions, criteria, indicators, sources, methods); (v) a detailed mission timeline; (vi) a list of individuals and institutions to be met; and (vii) a note on identified methodological risks and proposed mitigation measures (to be provided within 14 working days of the mission's start). Indicative length : 20 to 30 pages excluding appendices.
- 2) **Preliminary evaluation report:** A comprehensive document including at least: (i) an executive summary of 3 to 5 pages; (ii) a presentation of the context and methodology applied; (iii) a detailed analysis by DAC/OECD criteria with supporting data and arguments; (iv) conclusions by component and at the ODP level; (v) prioritized recommendations based on their feasibility, addressed to relevant stakeholders (Government, PMU, World Bank); and (vi) lessons learned that can be applied to future similar interventions. This report will be submitted to the PMU and the World Bank for comment before the dissemination workshop. Estimated length: 60 to 80 pages excluding annexes.
- 3) **Final evaluation report:** This report incorporates all comments received from stakeholders following the feedback workshop. The consultant will include in the final report a comment tracking table indicating, for each comment: the nature of the comment, the consultant's response, and the page

in the final report where the change was made. The final report will be submitted in both electronic

4. Consultant Profile

The assignment will be entrusted to a consultant (firm) with proven expertise in development project evaluation, institutional capacity building, and conducting environmental impact assessments and project environmental audits. The consultant should also have experience in the digital economy, agriculture, and livestock sectors in Cameroon.

The Experts Expected from the Consulting Firm/Office

A Head of Mission: specialist in project evaluation

Training :

- Master's degree (BAC+5) in economics, statistics, agronomy, telecommunications or equivalent field.

Experience :

- At least 10 years of practical experience in the field of management, monitoring and evaluation of development projects/programs;
- At least 5 years of proven experience in consulting to support the implementation of monitoring and evaluation systems for development projects;
- At least 5 years of experience in institutional support and organizational evaluation;
- Having carried out or participated as an expert in at least 3 similar project evaluation missions (justified by contracts, certificates of good execution or acceptance report);
- Demonstrate specific experience in the involvement or implementation of digital transformation projects in sub-Saharan Africa;

Specific skills and knowledge:

- Proven expertise in evaluating development projects and institutional strengthening;
- Sufficient knowledge of the development of the digital, agricultural and livestock sectors in Cameroon;
- Demonstrate a good knowledge of the ICT environment and the digital economy;
- Have a good understanding of the methodology and rules and regulations of projects financed by the World Bank;
- Possess relevant professional experience in analyzing and integrating gender into development projects;
- Demonstrate a good knowledge of the Cameroonian public administration;
- Proficiency in quantitative and qualitative analysis tools (SPSS, STATA, R, ATLAS.ti or equivalent) is desirable.

Personal skills :

- Demonstrate leadership, tenacity, and diplomacy in obtaining information;
- Ability to work with complete confidentiality, autonomy, discretion and within deadlines;
- Being bilingual (French, English) would be an asset

Environmental Expert

Training:

- Master's degree (BAC+5) in environment, agronomy, forestry or any equivalent field.

Experience :

- At least 10 years of practical experience in conducting environmental impact studies and carrying out
- Have completed at least two environmental and social compliance audits;
- Having been involved in at least one final project evaluation mission;
- To have carried out at least one study assessing the resilience and vulnerability of infrastructure and at least one experience on aspects related to climate change.

Independence clause: The selected consultant must not have had any subordinate relationship or provided direct services to the PMU or the PATNUC implementation structures since the PATNUC came into force in February 2023. He must sign a declaration of independence and absence of conflict of interest when signing the contract.

5. Consultant selection and presentation of bids

Consultants are hereby informed that consulting firms will be selected using the Consultant Qualification Selection (CQS) method as described in the World Bank's Procurement Regulations for Borrowers under Investment Project Financing (IPF), September 2025 edition. The working languages are French and English. Consultants are also informed that the provisions of paragraphs 7.11 and 7.12 of said Regulations, concerning the World Bank's rules on conflicts of interest, are applicable.

Eligible consultants may express their interest in providing the services described above. They must provide information demonstrating their qualifications to perform the assignment. This expression of interest must include:

- A letter of expression of interest addressed to the National Coordinator of PATNUC;
- The justification for the consultant's legal status
- The detailed Curriculum Vitae (CV) of the mobilized personnel;
- Any document that allows for an assessment of the experience of the staff involved;
- Supporting documents (copies of similar contracts, acceptance reports or certificates of services rendered) allowing verification of the selection criteria as presented above.

NB: With similar qualifications, offers with more female applicants will be preferred, as will the ability of consultants to work in both French and English.

6. Deadline for submitting expressions of interest, address and obtaining additional information

Applications must be received no later than 22 Dec 2025 at 4 p.m.:

- Either by email to: elsiddik22@gmail.com with copy to yannickpegui@yahoo.fr. The offer must be included in a single file with a name that complies with the following nomenclature: {CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex: CANON_ASMI000_10112025.pdf);
- Submit them in a sealed envelope in five (05) copies (one original and four copies) to the Project Management Unit, on the new Bastos road, behind Tradex, Old SNV building. Tel.: +237 222 232 628. (Geographic coordinates: 3.88433, 11.51239) bearing the following inscription:

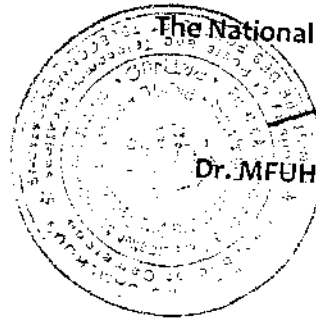
**"NOTICE OF REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
NO. 004/ASMI/MINPOSTEL/PATNUC/UGP/RSE/SPM/SJPM/2026 RELATING TO THE RECRUITMENT OF A
CONSULTANT FOR CARRYING OUT THE FINAL EVALUATION OF THE DIGITAL TRANSFORMATION ACCELERATION
PROJECT (PATNUC)".**

The terms of reference for this mission can be obtained in hard copy from the PATNUC Management Unit on
by email to the following address: yannickpegui@yahoo.fr with copy to elsiddik22@gmail.com.

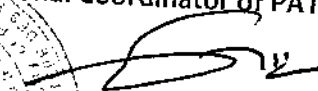
Yaoundé, 07 JUL 2026

Copies:

- PATNUC;
- ARMP;
- ARCHIVES;
- DISPLAY



The National Coordinator of PATNUC


Dr. MFUH Windfred FUAYE KENJI